

Réveille-toi, François, ils sont devenus fous...

**Jacques FOOS (*),
Professeur Honoraire au Conservatoire National des Arts et Métiers
(Sciences et Technologies Nucléaires)**

L'EPR de Flamanville est l'arbre qui cachait la forêt !

Tous les observateurs attendaient la décision sur ce réacteur de 3eme génération actuellement en construction sur les côtes du Cotentin. Faux suspense, car on savait déjà que François Hollande avait exclu de l'arrêter- il l'avait d'ailleurs dit à la télévision face à Martine Aubry - et il était impossible pour un candidat à la présidence de la République de revenir publiquement sur sa parole pour satisfaire un parti minoritaire.

Les vrais enjeux pour la filière nucléaire étaient cachés derrière Flamanville... Il y a d'une part l'arrêt de 24 réacteurs (sur 58), chiffre plus important qu'on ne le prévoyait généralement. C'est un choix grave mais qui touche la production française seulement. Une autre disposition a provoqué le pataquès que l'on sait entre François Hollande et les Verts, à juste titre car elle touche non seulement la France mais l'activité de la filière nucléaire française à l'international. Il s'agit de la phrase, un peu hermétique, que le candidat a décidé de « gommer », à savoir la «reconversion à emploi constant de la filière du retraitement et de fabrication du MOX ».

En clair, si l'on « reconvertit » la filière de retraitement du combustible nucléaire, cela signifie que l'on considère comme « déchets » les matières qui résultent de la combustion nucléaire et que donc on décide de ne plus les utiliser. Ce n'est pas ce que fait aujourd'hui la filière française : elle « retraite » ce qui sort du réacteur, c'est à dire récupère de l'uranium et du plutonium. Avec ces matières, elle produit soit de l'uranium enrichi (URE) qui servira de nouveau, soit un nouveau combustible à base de plutonium, qu'on appelle MOX, qui servira lui aussi une deuxième fois. La France le fait pour son propre combustible usé, mais aussi pour du combustible venu d'autres pays, comme le Japon, la Belgique et l'Allemagne. La Suisse, les États-Unis, l'Inde, la Russie, la Chine envisagent par ailleurs l'utilisation de ce nouveau combustible. C'est donc une activité à caractère mondial, pas seulement français.

Rien que dans notre pays, avec chaque année 120 tonnes de MOX et 75 tonnes d'URE, ce sont 195 tonnes de combustible à l'uranium naturel qui sont remplacés par des combustibles recyclés (soit une économie de 17% en uranium naturel pour une consommation annuelle de 1 170 tonnes). L'URE en France alimente les 4 réacteurs de la centrale de Cruas et le combustible MOX alimente en partie 24 (et bientôt 26) réacteurs. L'usine de la Hague permet par exemple à l'Allemagne (pour 9 réacteurs) et à la Belgique (pour 2 réacteurs) de consommer aussi du MOX et faire, eux aussi, des économies de matière naturelle.

Arrêter le retraitement aurait trois effets :

- **Stopper l'activité d'unités très importantes**, avec des conséquences financières et sociales : l'usine « historique » de La Hague, dans le Cotentin, qui emploie directement ou indirectement 5000 personnes, et l'usine Melox, qui fabrique le MOX à Marcoule, dans le Gard, avec 1.300 salariés.
- **Mettre fin à une activité internationale** qui contribue à l'image mondiale d'AREVA en tant qu'expert du nucléaire sur toute la filière intégrée. C'est la cohérence de l'édifice d'AREVA qui serait atteint et il n'est pas surprenant que la société ait réagi vivement au premier accord PS-EELV.
- **Arrêter de facto les perspectives de développement des réacteurs de IV^e génération**. Ce type de réacteurs (qui viendront après l'EPR, qui est de génération III) comprend entre autres les réacteurs à neutrons rapides, qui fonctionnent notamment avec du plutonium et qui ont donc besoin de combustibles retraités.

Les générateurs de IV^e génération ne relèvent pas d'un projet utopique ou lointain. Une coordination internationale a été mise sur pied depuis plusieurs années, sous forme d'un « forum », et plusieurs pays, dont les États-Unis, sont bien décidés à avancer dans cette voie. Si la France en sortait, un développement majeur pour la recherche se ferait sans elle. Le gouvernement de François Fillon a d'ailleurs alloué 650 millions d'euros, dans le cadre des investissements d'avenir, aux recherches sur la IV^e génération.

Ne pas poursuivre les recherches serait d'autant plus regrettable que la France était pionnière en ce domaine. Elle avait déjà mis un surgénérateur en opération avec la centrale Superphénix de Creys-Malville, qui fonctionnait efficacement jusqu'à ce que ...le gouvernement socialiste de Lionel Jospin y mette fin en 1998, pour des raisons politiques, sous la pression des Verts de Dominique Voynet, devenue ministre de l'environnement. Il y avait eu à l'époque une sorte de « deal » : on arrête Superphénix mais on continue avec la filière française classique. Aujourd'hui donc, on arrêterait à la fois 24 réacteurs classiques (sur 58 !) et toute perspective de développement de IV^e génération.

Reste à attendre heureusement ce qui va sortir des « gommages » et ajustements successifs...Espérons que François Hollande, sorti du cauchemar pendant quelques heures mais retombé dans l'erreur depuis, va se réveiller pour le plus grand profit de notre pays.

18 novembre 2011

(*) *Co-auteur, avec Yves de Saint Jacob, du livre ["Peut-on sortir du nucléaire ? Après Fukushima, les scénarios énergétiques de 2050"](#) (Éditions Hermann – octobre 2011)*